



MAIRIE DE PARMAIN 95620
Tél. 01 34 08 95 80 – WWW.ville-parmain.fr

DÉCISION DU MAIRE

N° 2024/35

FIXATION DU TARIF POUR UN SÉJOUR DU LUNDI 15 AU VENDREDI 19 JUILLET 2024 À L'ILE DE LOISIRS DE BUTHIERS - 77760

Le Maire de la Commune de PARMAIN,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU les délibérations n°2022/39 du 29 septembre 2022 et n°2023/48 du 06 décembre 2023 relatives aux délégations consenties par le Conseil Municipal au Maire et à son premier adjoint en vertu de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales

VU la décision municipale n° 2024/34 portant signature d'une convention avec le syndicat mixte d'études d'aménagements et de gestion de l'île de loisirs de BUTHIERS – 77760, (S.M.E.A.G.), pour la période du lundi 15 au vendredi 19 juillet 2024, pour 24 enfants et 2 adultes,

CONSIDÉRANT le devis n° 1099 du 02 avril 2024, fixant les tarifs,

CONSIDÉRANT le montant total du séjour s'élevant à 6 713,60€ TTC et qu'il convient d'ajouter les frais de transport pour 1 870,00€ TTC et l'accompagnement des enfants pour 1 303,30€,

CONSIDÉRANT la participation des familles de 55 %, soit 5 437,79€, la participation de la commune de 34 %, soit 3 361,54€ et la participation de la CAF de 11 %, soit 1 087,55€,

CONSIDÉRANT la nécessité de fixer les tarifs pour les familles dont les enfants participeront à ce séjour,

D É C I D E

ARTICLE 1 : De fixer le tarif du séjour à l'île de loisirs de BUTHIERS à 227,00€ par enfant.

ARTICLE 2 : Madame la Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution de la présente décision qui recevra les mesures de publicité prévues à l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 3 : Le présent acte peut être contesté dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, et de sa transmission au Préfet, en adressant un recours administratif préalable à son auteur et/ou un recours hiérarchique au Préfet du Val d'Oise à Cergy. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet.

Il peut également être contesté simultanément au recours administratif ou dans un délai de 2 mois à compter la décision implicite de rejet par une requête au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise. La requête en annulation introduite devant le Tribunal peut être assortie d'une demande de suspension de l'exécution du présent acte.

Fait à PARMAIN, le 24 avril 2024

Loïc TAILLANTER,

Maire de PARMAIN

**Vice-Président de la Communauté de Communes
de la Vallée de l'Oise et des Trois Forêts**

